



PRÉFET DU GARD

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-préfecture d'Alès
Bureau de l'environnement
et des polices administratives

Affaire suivie par Bruno AMAT
Chef du pôle
bruno.amat@gard.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2026-20 du 28 mai 2026 renforçant certaines dispositions applicables à la société RHODIA OPÉRATIONS sur le site de Salindres

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, L.511-1, L.512-6-1, R.512-39-1 à R.512-39-3 et R.512-75-1;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant monsieur Jérôme BONET préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 22 août 2023 nommant monsieur Émile SOUMBO sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2026-20-11-00002 du 11 février 2026 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 modifié actualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société RHODIA OPÉRATIONS pour l'exploitation de ses installations industrielles sur son site de Salindres et autorisant la modification des installations dans le cadre du projet FORCE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2017-30 du 20 novembre 2017 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 25 juillet 2013 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-07 du 21 juin 2024 renforçant certaines dispositions applicables à la société RHODIA OPERATIONS sur le site de Salindres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-24 du 31 juillet 2025 renforçant certaines dispositions applicables à la société Rhodia Opérations sur le site de Salindres ;
- Vu** le rapport le rapport ERM 0750955-R7153-V1 du 31 janvier 2026 établi pour la présentation des premiers résultats du programme de surveillance environnemental sous un délai de 6 mois que fixe l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2025-24 du 31 juillet 2025 ;
- Vu** la présentation du bilan intermédiaire de l'IEM faite le 19 février 2026 en sous-préfecture d'Alès ;

- Vu** la mise en demeure du 2 avril 2026 et le courrier d'observations de la DREAL et l'ARS adressé à l'exploitant par le sous préfet le 10 mars 2026 à l'issue de cette présentation intermédiaire de l'IEM ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 23 avril 2026 ;
- Vu** le courrier du préfet en date du 24 avril 2026 communiquant à la société Rhodia Opérations le projet de présent arrêté afin que celle-ci puisse présenter ses observations éventuelles par écrit dans un délai de 15 jours ;
- Vu** les observations formulées par la société Rhodia Opérations en date du 12 mai 2026 formulées lors de la démarche contradictoire en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la société RHODIA OPERATIONS sur son site de Salindres a produit et utilisé des composés organiques fluorés constitués de molécules persistantes dans l'environnement faisant partie de la famille des substances PFAS ;

Considérant que la diffusion de ces substances dans l'environnement représente un enjeu potentiel de pollution et de déclassement de la qualité des masses d'eau impactées ;

Considérant que la diffusion de ces substances dans l'environnement peut porter atteinte aux ressources utilisées pour la production d'eau potable situées en aval et sous l'influence des rejets de la plateforme chimique de Salindres ;

Considérant que les émissions de ces substances issues de la plateforme chimique de Salindres sont susceptibles d'affecter des milieux pour lesquels des usages sont constatés ;

Considérant qu'il convient d'acquérir des données sur l'imprégnation de ces substances dans l'environnement rapproché et étendu de la plateforme chimique de Salindres et ce dans les différentes matrices susceptibles d'être affectées, notamment : eaux souterraines, eaux superficielles, captages d'alimentation en eau potable, sédiments, sols, et denrées alimentaires produites;

Considérant que l'arrêté préfectoral n°2025-24 du 31 juillet 2025 impose à l'exploitant de mettre en œuvre un programme de mesures environnementales et d'en remettre les résultats avant fin octobre 2026 ;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2025-24 du 31 juillet 2025 prévoit que l'exploitant présente les premiers résultats du programme de surveillance environnemental sous un délai de 6 mois ;

Considérant que l'exploitant a présenté ainsi aux services de l'État compétents le 19 février 2026 ces résultats intermédiaires selon le rapport ERM 0750955-R7153-V1 du 31 janvier 2026 ;

Considérant que la présentation réalisée et la lecture de ces résultats intermédiaires appellent des observations que l'exploitant doit prendre en compte en vue de remettre le rapport présentant les résultats finaux tel que prévu par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2025 susvisé ;

Considérant que l'article L.181-14 du code de l'environnement dispose notamment :
« L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

Considérant que l'article R.181-45 du code de l'environnement dispose notamment :

« Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32.

Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2. [...] » ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès,

ARRETE :

ARTICLE 1 : Bénéficiaire

La société RHODIA OPÉRATIONS dont le siège social est situé 9 rue des Cuirassiers 69003 LYON est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Ces dispositions s'appliquent nonobstant celles prévues par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2025 susvisé sous le délai de 15 mois fixé par celui-ci pour la remise du rapport final de l'IEM.

ARTICLE 2 : Éléments à intégrer à l'interprétation de l'état des milieux.

L'interprétation de l'état des milieux dont les résultats sont prescrits selon le délai prévu à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2025 susvisé comporte notamment les éléments prévus au présent article.

2.1 - Présentation et interprétation des données

Les unités employées pour exprimer les concentrations mesurées des différents PFAS dans le rapport final sont exprimées en µg/L pour assurer une bonne comparaison des résultats.

La compilation des données acquises par milieu investigué (eau de surface, eaux souterraines, sols) est réalisé sur une seule cartographie du périmètre d'étude de manière à mieux appréhender l'état global de la situation.

Afin d'améliorer la lisibilité et la compréhension des résultats de l'étude, les schémas présentés comportent les débits des cours d'eau afin que la corrélation entre débit et concentration puisse être faite.

L'étude finale recense les autres sources potentielles contributrices de TFA disséminées dans les milieux. Elle intègre au minimum :

- les zones géographiques en France ou à l'étranger marquées par la présence de TFA et autres PFAS dans le même ordre de grandeur en concentration que celui mesuré sur Salindres ;

- les éléments de référence à retirer de la dissémination de TFA autour de l'usine Solvay, de Bad Wimpfen en Allemagne.

Les résultats intermédiaires présentés lors de la réunion du 19 février 2026 susvisée montrent une importante diminution des concentrations à la confluence de l'Avène et du Gardon d'Alès, puis à la confluence du Gardon d'Alès et du Gardon d'Anduze, avant de voir ces concentrations remonter significativement en aval de ces confluences. Le rapport final remis expose l'interprétation de ces données pour assurer une parfaite compréhension de ces phénomènes. En particulier la représentativité des points de mesures à la confluence est justifiée au regard de leur positionnement par rapport aux zones de mélange.

Les premiers résultats montrent également des concentrations en TFA et en TA dans les sédiments y compris dans l'Avène en aval de sa confluence avec l'Arias et à des distances éloignées avec un gradient croissant (point ES-13). Le rapport final présente une interprétation détaillée de ce phénomène de concentration dans les sédiments ainsi qu'une évaluation du potentiel de relargage de ces derniers dans le temps.

2.2- Périmètre de l'étude

Les résultats présentés lors de la réunion du 19 février 2026 susvisée montrent que le TA et CDFA qui constituent des marqueurs propres à la production de Rhodia-Opérations à Salindres, sont mesurés dans les captages d'eaux dans la nappe du Gardon en aval de Moussac.

Le périmètre de l'étude finale remise est complétée sur ce volet et est étendu en conséquence conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2025 susvisé.

Le rapport intermédiaire du 31 janvier 2026 susvisé est axé sur la qualité de l'eau (souterraine et superficielle, sédiments en rivière) et les sols. L'étude finale remise est complétée par une recherche dans les autres compartiments tel que prévu dans les dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2025 susvisé, et tout particulièrement sur les teneurs en produits alimentaires consommés.

2.3 - Définition des zones de l'environnement local témoin

D'une manière générale, les emplacements retenus pour l'environnement local témoin sont dûment justifiés. La dégradation de l'environnement attribuable aux rejets de polluants du site dans l'environnement est analysée au travers d'une démarche comparative et démonstrative par rapport à l'environnement local témoin, et non au travers de considérations générales bibliographiques.

2.3.1 Pour les sols.

La rapport final justifie, avec une rose de vents, le choix des implantations retenues pour définir l'environnement local témoin en ce qui concerne la matrice sol.

Le rapport final justifie la nature des sols sélectionnés pour constituer l'environnement local témoin. Celui-ci correspond à un environnement non impacté par l'ancienne activité du site et avoir des caractéristiques comparables avec les points de mesures retenus pour évaluer l'impact de l'activité.

Les sites retenus doivent présenter un usage similaire et intégrer des zones "sensibles" représentant une exposition à l'instar des zones de mesures retenues en aval. Les zones agricoles retenues pour l'environnement local témoin doivent disposer des mêmes pratiques de culture (agriculture non biologique) que celles utilisées pour évaluer l'impact des activités en aval du site.

Par rapport au rapport intermédiaire susvisé, le rapport final intègre ainsi au minimum pour les sols de l'environnement local témoin, des prélèvements dans des potagers (non en agriculture biologique), champs labourés et des écoles situés dans les zones les moins impactées par les conditions de vent.

Les échantillons de l'environnement local témoin doivent apparaître séparément (autre couleur, ou le caractère "amont" ne veut pas forcément dire "témoin") dans le tableau des résultats.

Certains échantillons (champs de luzerne) présentés dans le rapport intermédiaire susvisés semblent hors influence du site, mais ne sont pas considérés comme faisant parti de l'environnement local témoin. Le rapport final fournit un éclaircissement sur ce point spécifique.

2.3.2- pour les eaux souterraines.

Le rapport final doit présenter de manière justifiée le (ou les) piézomètre(s) retenu(s) pour l'environnement local témoin et les mesures associées.

Le rapport final justifie si les analyses prévues dans des puits privés situés au nord du site (notamment P-01) font partie ou non de l'environnement local témoin.

Pour les eaux souterraines le tableau présenté page 40 du rapport intermédiaire susvisé et relatif aux prélèvements de l'environnement local témoin est complété par des prélèvements afin de justifier le caractère amont des ouvrages utilisés (hors influence du site, analyse d'autres substances traceuses de l'activité du site).

2.4- Choix des substances recherchées

Les substances recherchées sont celles visées par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2025 susvisé.

S'agissant des mesures réalisées dans les zones éloignées, le rapport final doit identifier si les substances trouvées proviennent bien du site. Dans ce cadre, l'exploitant identifie une ou des substances traceuses de l'activité de Rhodia Opérations.

2.5 - Conditions de prélèvements

2.5.1 Eaux souterraines:

Les conditions de prélèvement doivent prendre en compte la densité des différents composés sachant que les PFAS pris en compte sont tous plus denses que l'eau et qu'en conséquence des prélèvements en profondeur doivent être réalisés.

L'exploitant définit une procédure sur les conditions de prélèvement compte tenu de la densité des paramètres recherchés afin de garantir l'homogénéité des prélèvements réalisés.

2.5.2 Sols:

Les fiches de prélèvement pour les sols sont intégrées au rapport final remis.

2.6 – Comparaison avec les données de l'IEM précédente

Le rapport final remis intègre une comparaison interprétée avec les résultats relevés dans le rapport IEM de novembre 2012 établi par Golder Associates (rapport n° 10503140733), sur des points comparables dans les eaux surface et les eaux souterraines au voisinage de la plateforme.

sur des points comparables dans les eaux surface et les eaux souterraines au voisinage de la plateforme.

ARTICLE 3 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 5 : Exécution

Le sous-préfet d'Alès, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de Salindres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société RHODIA OPÉRATIONS.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet


Emile SOUMBO